

BULGARIE



Superficie : 110 912 km²

Date d'indépendance : 03.03.1878

La population : 7.282.041

Source : <http://www.drapeauxdespays.fr/bulgarie>

TABLEAU DE LA SITUATION DE L'EGALITE FEMME/HOMME EN BULGARIE

La République de Bulgarie, est un pays d'Europe du Sud-est situé dans la péninsule balkanique. La Bulgarie couvre une partie du territoire de l'ancienne Thrace. Elle est bordée par la mer Noire à l'est, au sud par la Grèce et la Turquie, au nord par le Danube et la Roumanie, à l'ouest par la Serbie et la République de Macédoine.

La Bulgarie est une république démocratique et multipartite à régime parlementaire. Le président est chef de l'État et le premier ministre chef du gouvernement. Le pouvoir exécutif est incarné par le gouvernement, tandis que le pouvoir législatif est partagé entre le gouvernement et l'Assemblée nationale. Le pouvoir judiciaire reste ainsi indépendant des deux

premiers.

Référence : La constitution Bulgare de 1991

La Bulgarie dispose d'un haut Indice de développement humain avec (0, 81) en 2014. Et il est à relever que cet indice est en pleine croissance avec (0, 82) entre 2016 et 2017. Des données disponibles, il est également estimé qu'en 2025 la valeur devrait osciller autour de (0, 86). Cette prévision présente un niveau de fiabilité très élevé puisque les valeurs disponibles ont une structure linéaire.

Référence : Humann Développement Rapport, Perspective Monde.

Le pays a signé et ratifié plusieurs accords et traités internationaux. C'est dans cette perspective que la Bulgarie fait partie de l'Union européenne et de l'Organisation mondiale du commerce. La stabilisation économique et politique du pays est désormais incontestable. La Bulgarie a rejoint l'OTAN en 2004 et l'Union européenne en janvier 2007. Le pays a également adhéré à de nombreux instruments internationaux instaurant l'égalité femmes-hommes.

INSTRUMENTS INTERNATIONAUX	CEDEF/CEDAW	Date de signature : 17 juillet 1980
		Date de ratification : 08 février 1982
	PROTOCOLE A LA CEDEF	Date de signature : 6 Jun 2000
		Date de ratification : 20 Sep 2006
	PIDESC	Date de signature : 8Oct 1968
		Date de ratification : 21sept 1970
	CDE	Date de signature : 31 mai 1990
		Date de ratification : 3 juin 1991
	RESOLUTION 1325 ET SUIVANTES	Adhésion

STATUT DE ROME	Date de signature : 11 Avril 2002
	Date de ratification : 11 février 1999
DECLARATION DE BEIJING ET PROGRAMME D'ACTION DE LA QUATRIEME CONFERENCE MONDIALE SUR LES FEMMES	Adhésion
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DES NATIONS UNIES (ECOSOC), Commission de la Condition de la Femme. RESOLUTION: « Mettre fin à la mutilation génitale féminine».	Adhésion
CONVENTION EUROPEENNE SUR L'EXERCICE DES DROITS DES ENFANTS	
CONVENTION DU CONSEIL DE L'EUROPE SUR LA PREVENTION ET LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE A L'EGARD DES FEMMES ET LA VIOLENCE DOMESTIQUE	Date de signature : Avril 2016 Référence: Le séminaire régional « sur l'égalité femme-homme, les violences faites aux femmes dans les PECO. tolérance zéro », Bucarest, Roumanie, le 21 octobre 2017.

**ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES TEXTES SUR L'EGALITE FEMME
HOMME : MECANISMES INSTITUTIONNELS, AVANCEES ET
OBSTACLES DANS DIFFERENTS DOMAINES**

Pour la mise en œuvre des textes visant l'égalité femmes-hommes, le pays s'est doté de plusieurs mécanismes institutionnels.

Mécanismes institutionnels

Nous avons en Bulgarie un exécutif, un gouvernement et une assemblée nationale. Il est évident que

ces institutions doivent jouer un rôle primordial dans le domaine de la promotion de l'égalité entre femmes et hommes. Le rôle législatif étant partagé entre le gouvernement et l'assemblée, il consiste notamment à adopter, à refuser ou à amender les textes qui leurs sont soumis. Afin de veiller plus particulièrement à ce que ces textes soient conformes au principe de l'égalité entre femmes et hommes. Il conviendrait que des commissions spécialisées les examinent, que ce soit dans une commission spéciale ou dans les commissions permanentes.

Le gouvernement et l'assemblée bulgare doivent veiller à ce que les délégations nationales qui représentent le pays au sein des instances internationales, et notamment à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, soient composées en respectant le principe de l'égalité et accorde une représentation adéquate aux deux sexes.

Nous avons également une société civile vivante, des organisations non gouvernementales, des fondations et des associations, qui œuvrent pour la promotion de l'égalité Femme-Homme en Bulgarie, dans l'union européenne et dans le monde.

Référence: La constitution Bulgare de 1991 et la Soixante-Troisième Session du Conseil Economique et Social des Nations Unies sur le Thème: « Autonomisation des femmes et lien avec le développement durable », FEM/2175, 13 Mars 2019.

AVANCEES ET OBSTACLES SUR L'EGALITE FEMME-HOMME DANS DIFFERENTS DOMAINES

Malgré l'existence du cadre juridique, de mécanismes institutionnels mis en place pour rendre effective l'instauration de l'égalité femmes-hommes en Bulgarie et des avancées notoires, il existe encore dans divers domaines, de nombreux obstacles qui freinent l'atteinte de cet objectif.

➤ Santé et social

• LES AVANCÉES

M. GEORGI VELIKOV PANAYOTOV, Représentant permanent de la Bulgarie auprès des Nations Unies, avait souligné le rôle majeur que joue la société civile dans son pays.

Il précise que le principe d'égalité entre les sexes est consacré dans la Constitution bulgare 1991. Et Mme ELENA TRIFFONOVA, de la Fondation bulgare pour la recherche sur le genre, évoque les efforts de la société civile pour le renforcement de l'autonomisation des femmes.

Sur le plan de la santé, le représentant permanent de la Bulgarie précise que le congé de maternité est de nos jours de 58 semaines rémunérées en Bulgarie, ainsi que le congé de paternité, qui est de 15 jours. Les familles ont par ailleurs droit à des allègements fiscaux pour chaque enfant.

Référence: La Soixante-Troisième Session du Conseil Economique et Social des Nations Unies sur le Thème: « Autonomisation des femmes et lien avec le développement durable », FEM/2175, 13 Mars 2019.

Il est également à relever que dans ces dernières décennies, des progrès significatifs ont été notés avec la communautarisation concernant la santé et les droits connexes comme sexuel et reproductif de la femme pour éliminer les discriminations en la matière. Les Etats membre du conseil de l'Europe étaient à l'avant-garde des questions sanitaires, quelle que soit la nature de la personne Femme ou Homme, car le principe repose sur le fait de sauver des vies humaines.

Référence : Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Santé et droits sexuels et reproductifs des femmes en Europe.

Et l'article 52 alinéa 1 de la Constitution Bulgare de 1991 consolide ce principe en établissant l'existence d'un « **droit à la santé pour tous** ». Ainsi, le cadre législatif avalise l'état de fait des IVG comme dans presque la totalité des pays membre du conseil de l'Europe. Il en est ainsi du décret du 9 février 1990 sur « les conditions et l'ordre de l'interruption artificielle de grossesse », qui distingue deux types d'avortement, l'interruption volontaire et celle basée sur le témoignage médical.

Référence : Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Santé et droits sexuels et reproductifs des femmes en Europe.

- **LES OBSTACLES**

L'interruption volontaire de grossesse est banalisée en Bulgarie. En dépit de la mise en vente d'une large gamme de contraceptifs depuis les changements de 1989. La Bulgarie est l'un des pays d'Europe où le taux d'I.V.G. est le plus élevé. Aussi étrange que la situation puisse paraître vue de l'Europe, l'avortement y constitue de fait l'une des premières "méthodes de contraception" utilisées par les femmes.

➤ Education et Culture

- LES AVANCÉES

Le régime communiste a donné une grande chance aux femmes d'avoir une bonne éducation aux mêmes conditions que les hommes et elles en ont largement profité. Cette politique a créé une couche assez importante de femmes bien qualifiées et prêtes à relever les défis aux systèmes tout entier et aux hommes également. Il faut noter que, de nos jours, en Bulgarie, les femmes représentent les 53% des thésardes et les 23% des ingénieurs.

- LES OBSTACLES

Il est important dans les domaines de l'éducation et de la culture d'éliminer les stéréotypes sexuels en montrant aux apprenants Femme ou Homme, par le biais des matières, de la pédagogie, du matériel didactique théorique ou pratique et des manuels, que cela n'a aucun impact sur le choix éducatif ou encore celui professionnel.

➤ Parité

- LES OBSTACLES

La Bulgarie étant déjà membre de l'UE, le gouvernement n'est plus motivé à poursuivre les efforts pour une législation plus juste intégrant les questions de l'égalité des femmes et des hommes.

L'harmonisation avec l'acquis communautaire une fois atteinte, elle a décidé que tous ces engagements ont été réalisés. L'égalité est laissée largement à l'initiative de la société civile notamment aux organisations de femmes qui peinent aujourd'hui à relever les défis.

La femme bulgare se sent et se perçoit toujours en situation inégale dans la vie politique et économique, soumise à une concurrence déloyale, aux harcèlements psychologique et physique tant bien dans le foyer qu'au lieu de travail.

Or, il demeure fondamental de rappeler l'inviolabilité des droits fondamentaux de la femme et de la fillette telle que soutenue lors de la conférence des Nations unies du 14 au 25 juin 1993 à Vienne dans son paragraphe 9.

Référence : La conférence des Nations unies du 14 au 25 juin 1993 à Vienne.

➤ Participation politique des femmes

• LES AVANCÉES

La première revue de l'acquis après la conférence de Pékin en 2000 a montré un bilan plutôt positif pour les femmes bulgares bien que la situation politique n'avait pas changé. Les femmes étaient toujours une minorité là, où les décisions politiques étaient prises.

L'année 2001 a vu un nombre sans précédent de femmes entrer au parlement national (26%). Mais ce fut aussi une grande déception car on s'attendait à un support plus important de la part des femmes au pouvoir. Il n'en fut rien.

Un projet de loi pour l'égalité des chances des femmes et des hommes en matière politique a été élaboré sur la base d'un large consensus national. Le projet est entré au Parlement mais a été rejeté pour la première fois et une loi n'a jamais été votée depuis.

Mais aujourd'hui, on peut noter une forte présence des femmes dans les instances de décision. Par ailleurs, la moitié des vice-premiers ministres en Bulgarie sont des femmes. Et on note également que la mairie de Sofia est dirigée par une femme. Dans les partis politiques et les syndicats, les femmes bulgares se battent pour plus de représentativité aux niveaux national comme communautaire avec le soutien des politiques du conseil de l'Europe sur l'égalité entre les femmes et les hommes.

Référence : La conférence de Nations Unies de Vienne.

• LES OBSTACLES

La sous-représentation des femmes dans la vie publique est un gaspillage de capital humain et un fardeau économique surtout pour les pays à indice de développement croissant comme la Bulgarie.

➤ Violences basées sur le genre

- LES AVANCÉES

La grande victoire des femmes bulgares fut la loi contre les violences familiales qui entra en force en 2005. Ce fut une loi élaborée et poussée par la société civile. Son application fut possible uniquement grâce aux organisations des femmes qui avaient créé des structures et des services nécessaires pour les femmes.

Il est à noter également l'adoption récente d'un amendement sur les violences domestiques et les peines ont été alourdies.

La Bulgarie est signataire de tous les instruments internationaux de lutte contre les violences faites aux femmes.

La lutte contre les violences domestiques et la réduction des écarts salariaux entre hommes et femmes sont des priorités dans le cadre des politiques publiques. Il y'a eu 37 cas de féminicides en 2018, 34 en 2017, et il est à relever qu'il n'y a pas de statistiques officielles sur ce problème, mais on estime qu'une femme sur quatre aurait été victime de violences en Bulgarie. La société civile met aussi en œuvre des projets de prévention des violences conjugales avec le lancement notamment de trois campagnes de sensibilisation. Les victimes femmes et enfants de violences conjugales dans la plupart des cas, trouvent refuge dans des centres de crise après des violences domestiques.

- LES OBSTACLES

La société bulgare demeure très largement patriarcale. Les violences conjugales par exemple, y sont monnaie courante, tandis que le viol ou l'inceste restent sujets tabous. Cependant, les inégalités des conditions se déclinent autrement.

➤ Accès à la justice

- Les avancées

La violence conjugale, qui, d'un simple acte privé commis en toute impunité, est devenue une violation des droits fondamentaux que l'État bulgare a l'obligation de combattre.

Entre les années 2004, 2005 et 2006, le gouvernement bulgare a adopté une législation complète sur la violence conjugale qui responsabilise l'État quant à la prévention de cette violence, la répression et

l'assistance aux victimes.

Les femmes qui ont subi des violences peuvent porter plainte directement et les coupables seront poursuivis, traduits en justice et punis.

Références:

Comité Helsinki bulgare, Avril 2005, « Chapter 12: Women's Rights », Human Rights in Bulgaria in 2004, Annual Report of the Bulgarian Helsinki Committee.

Commission européenne, 25 octobre 2005, Bulgaria Comprehensive Monitoring Report.

États-Unis, 8 mars 2006, Department of State, « Bulgaria » Country Reports on Human Rights Practices for 2005.

➤ Accès aux ressources

- LES AVANCÉES

L'élévation générale du niveau d'éducation pour tous et surtout pour les femmes, a permis à ces dernières de trouver un emploi et d'exercer des responsabilités au travail.

- En Bulgarie par exemple, pour plus des deux tiers des femmes actives, âgées de 25 à 49 ans, le taux d'activité dépasse alors 95%. Pour la tranche d'âge de 30 ans à 35 ans, il atteint 96,7%.
- Les femmes bulgares constituent de nos jours les 53% des chercheurs (thésardes) et les 23% des ingénieurs en Bulgarie.
- Presque toutes les femmes travaillaient à temps plein, sur contrat à durée indéterminée et bénéficient d'une couverture de sécurité sociale.
- Les lois en vigueur leur garantissent divers congés payés (maternité ou pour les enfants), avec l'assurance de retrouver leur poste après une interruption d'emploi.

En définitive, les femmes sont vivement encouragées à se former. Car elles acquièrent un niveau d'éducation et de qualification parfois plus élevé que celui des hommes, et sont entrées dans presque toutes les professions considérées comme masculines.

- **LES OBSTACLES**

Aujourd'hui, de plus en plus des postes sur lesquels on embauche les femmes sont moins qualifiés, ils sont à temps partiel ou à durée déterminée.

- La concentration de l'emploi féminin dans les secteurs à qualification faible et dans lesquels l'expérience professionnelle protège peu, est une menace pour l'égalité de chance, un danger pour la progression du chômage féminin et la précarité dans l'emploi.
- Au moment des suppressions d'emploi, la discrimination perdure, pas nécessairement directement mais comme une conséquence à l'inégalité d'accès à l'emploi des femmes.

OBSERVATIONS GENERALES

Les femmes perdent davantage la sécurité économique et sociale, et dans beaucoup de cas leur indépendance économique. Elles sont plus concernées par les processus de privatisation et la restructuration de l'économie dans plusieurs secteurs et branches. Elles subissent la restructuration des budgets d'état, un appauvrissement massif, la dégradation des conditions du travail et de la santé dans le travail, comme dans la vie quotidienne.

Le taux de chômage chez les femmes, selon Eurostat, a augmenté à la fin de 2013 et dépasse déjà les 12%. Le chômage chez les jeunes touche fortement les jeunes femmes bulgares. Les employeurs femmes ne sont que 26%. Selon les statistiques de la CE, les femmes ont une participation de 16% aux conseils d'administration des plus grandes entreprises de Bulgarie.

Le 27 septembre 2015, la Bulgarie s'est engagée à adopter une loi sur l'égalité des sexes et vise à parvenir à l'égalité totale dans un délai de 15 ans

La Bulgarie accorde à l'égalité des sexes une place prioritaire dans son programme national de défense des droits humains et la considère comme absolument nécessaire pour la pleine réalisation de ces droits. Afin de parvenir à une égalité des sexes complète sous un horizon de 15 ans, elle prévoit d'adopter un projet de loi spécialisé en matière d'égalité des sexes, et de veiller à l'intégration de la dimension du genre dans toutes ses politiques.

Le gouvernement s'est engagé à poursuivre le développement et l'actualisation de la stratégie nationale sur l'égalité des sexes. Il est décidé à mettre fin à l'écart salarial entre les sexes et entend

combattre toutes les formes de violence à l'égard des femmes. La quatrième et dernière année de la mise en œuvre de la Stratégie 2014-2017 pour l'égalité entre les femmes et les hommes a conforté le rôle et la contribution essentiels du Conseil de l'Europe en faveur de la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes au sein de l'Organisation, dans les États membres et au-delà.

L'égalité entre les femmes et les hommes demeure une priorité pour les présidences successives du Comité des ministres et les États membres dont la Bulgarie, continuent de s'engager dans des activités relevant des cinq objectifs de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour l'égalité entre les femmes et les hommes, comme en témoignent les nombreuses initiatives législatives et politiques visant à prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique conformément à la Convention d'Istanbul ; à traiter des effets négatifs des stéréotypes de genre tant dans les systèmes éducatifs que dans les médias ; à améliorer l'accès des femmes à la justice en leur donnant accès à la prévention et à l'assistance judiciaire et en formant les magistrat.e.s ; à parvenir à une participation équilibrée à la prise de décision politique et publique ; et à garantir une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les autres politiques au niveau national comme communautaire.

Référence : Rapport annuel 2017 de la Commission pour l'égalité de genre du Conseil de l'Europe, Mise en œuvre de la Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2014-2017.

Dans le cadre du système des Nations Unies, la Bulgarie appuiera l'inclusion des femmes dans tous les aspects des processus de décision en adéquation avec les engagements pris en adoptant la Déclaration et le Programme d'action de Beijing.

Référence : La quatrième Conférence mondiale sur les femmes réunie à Beijing, en Chine.

Aujourd'hui, les luttes pour la cause des femmes et du genre en Bulgarie, deviennent de plus en plus difficiles comparées aux années précédentes. Car les ressources ont diminué et les causes qui unifiaient les grandes actrices semblent ne plus exister. Certains mouvements féministes sont en train de disparaître et bercés par des déclarations et des promesses, qui n'aboutissent pas, et il faut noter aussi que la lassitude dans le combat égalité Femme-Homme mène dès fois au découragement et des fois même à l'abandon.